



Banque de la République d'Haïti

NOTE SUR LA POLITIQUE MONETAIRE

4^{ème} trimestre de l'exercice fiscal 2021-2022

(Juillet – Septembre 2022)

WWW.BRH.HT



SPIH

OBLIGATIONS BRH
Ak obligasyon BRH, tout jan w genyen!

FONDS BRH
POUR LA RECHERCHE
ET LE DÉVELOPPEMENT

 @BRHHaiti



Table des matières

1. VUE D'ENSEMBLE.....	2
2. ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE GLOBAL.....	2
2.1. ÉCONOMIE MONDIALE.....	2
2.2. ÉCONOMIE HAITIENNE	4
SECTEUR RÉEL.....	4
SECTEUR EXTERNE ET FINANCES PUBLIQUES.....	5
3. DÉCISIONS DE POLITIQUE MONÉTAIRE AU QUATRIÈME TRIMESTRE 2022.....	8
2. AGRÉGATS MONÉTAIRES AU QUATRIÈME TRIMESTRE 2022	9
5. RÉSULTATS ET INDICATEURS DE PERFORMANCE DU SECTEUR FINANCIER.....	10
5.1. SYSTÈME BANCAIRE	10
RÉPARTITION DU CRÉDIT PAR CATÉGORIE, GENRE ET RÉGION GÉOGRAPHIQUE	12
6. PERSPECTIVES	13

1. VUE D'ENSEMBLE

Le quatrième trimestre de l'exercice fiscal 2021-2022 a été caractérisé par une dégradation du cadre macroéconomique en raison des effets rémanents des chocs négatifs enregistrés au cours des trimestres précédents et de la volatilité de la conjoncture externe et interne, renforçant ainsi les perspectives d'une quatrième année de croissance négative pour l'économie haïtienne. Sur le plan international, l'amplification et la persistance des tensions inflationnistes ont conduit les principales banques centrales à resserrer davantage les conditions monétaires en dépit des perspectives de ralentissement de la croissance économique mondiale. Au niveau national, l'activité économique continue de subir les contrecoups de la détérioration du climat des affaires, liée à celle des conditions de sécurité et au prolongement des épisodes de rareté des produits pétroliers. De plus, la résurgence des troubles socio-politiques, marqués par des actes de pillage et de vandalisme à la fin du trimestre sous étude, s'est traduite par des ponctions sur les capacités productives de l'économie et a conduit à une paralysie quasi-complète des activités pendant plusieurs semaines. Ces différents chocs ont eu des incidences sur les prix et ont contribué à alimenter des anticipations négatives, lesquelles ont généré des tensions additionnelles sur le marché des changes.

C'est dans un tel contexte que la BRH a procédé à un relèvement de ses taux directeurs tout en renforçant sa politique de reprise systématique de la liquidité gourdes excédentaire dans le système bancaire à travers l'augmentation des coefficients de réserves obligations et des interventions sur le marché des changes.

2. ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE GLOBAL

2.1. ÉCONOMIE MONDIALE

Au quatrième trimestre 2022, l'économie mondiale a été marquée une fois de plus par la hausse des prix des produits de base et des mesures prises par les principales banques centrales pour contrer les pressions inflationnistes. Ainsi, ces perturbations ont amené le FMI à réviser à la baisse les prévisions de croissance mondiale, les portant à 3,2 % en juillet, soit 40 points de base de moins que les projections d'avril 2022. Aux États-Unis, la Réserve fédérale (Fed) a poursuivi avec le resserrement de sa politique monétaire entamée depuis mars 2022 pour contrer l'accélération de l'inflation qui a atteint 8,2 % en septembre 2022 contre 9,1 % un trimestre plus tôt. En effet, en septembre 2022, la Fed a relevé, pour la troisième fois consécutive, son taux directeur qui oscille désormais entre 3 % et 3,25 %. Cette décision de la Fed a été soutenue par le dynamisme du marché du travail, le taux de chômage étant passé de 3,6 % en juin à 3,5 % en septembre 2022. Dans la Zone Euro, les pressions inflationnistes se sont intensifiées sous l'effet de l'envolée des prix de l'alimentation et de l'énergie (électricité et gaz notamment), portant le taux à 9,9 % en septembre contre 8,6 % au trimestre antérieur. Considérant l'écart important par rapport à la cible d'inflation de 2 %, la Banque centrale européenne (BCE) a augmenté ses taux

directeurs dans une fourchette allant de 0,5 % et 1,25 %, suite à des révisions de 25 points et 75 points de base en juillet et septembre respectivement. Ce changement important dans la posture de la politique monétaire a été favorisé par le comportement plutôt encourageant du marché du travail, le taux de chômage étant resté inchangé à 6,6 % en août 2022.

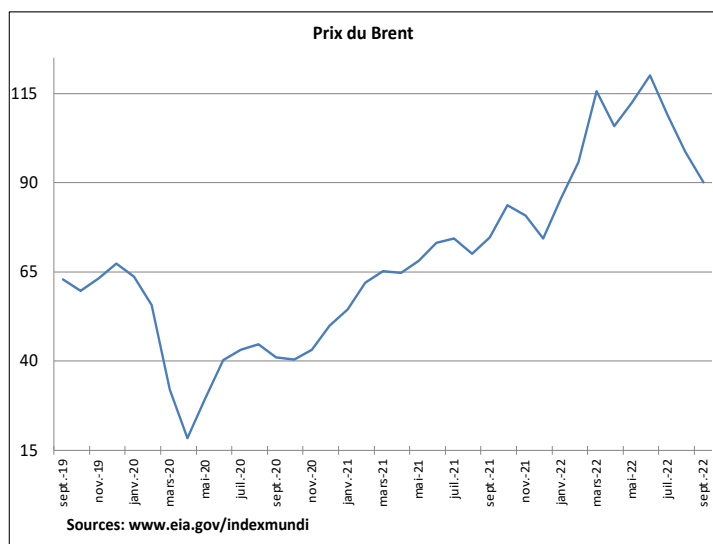
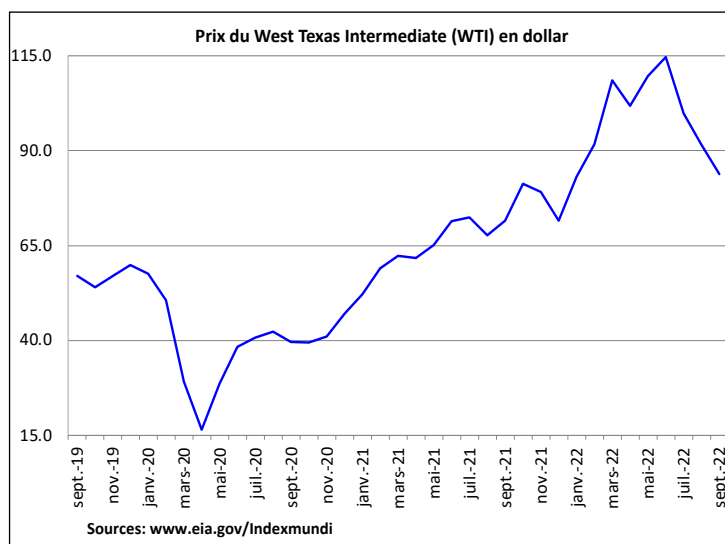
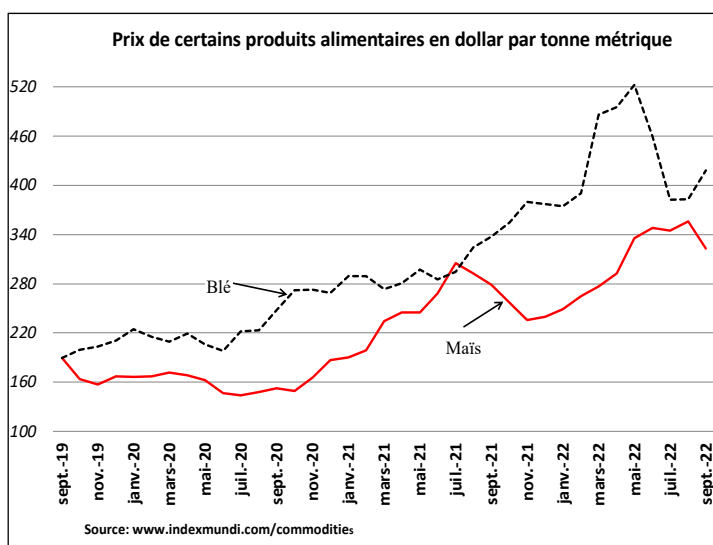
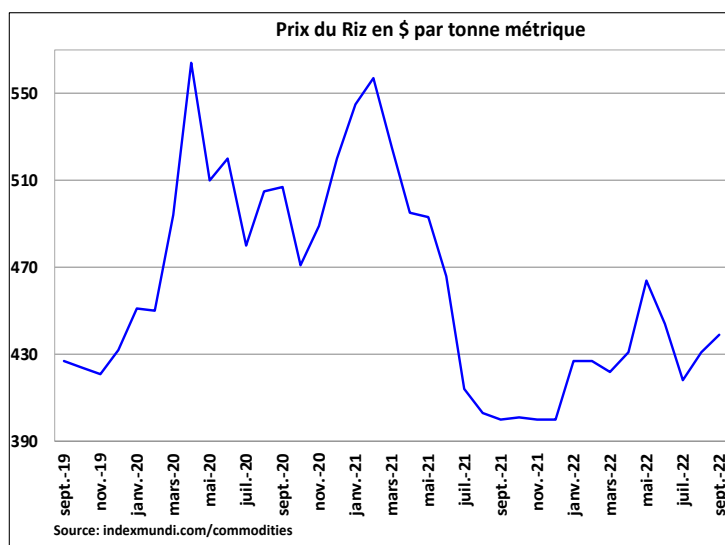
S'agissant des économies de l'Amérique latine et des Caraïbes, les pressions inflationnistes induites par la guerre en Ukraine, la faiblesse de la demande externe et le durcissement des conditions monétaires ont affecté l'activité et contraint le FMI à anticiper une croissance plus faible pour cette région, à 2,5 % comparativement au 3 % prévu antérieurement. Pour sa part, la Banque centrale de la République dominicaine (BCRD) a relevé son principal taux d'intérêt directeur à trois reprises durant le trimestre sous étude, le portant à 8,25 % contre 7,25 % un trimestre plus tôt. Ces hausses visent à ramener graduellement l'inflation, chiffrée à 8,63 % en septembre 2022, vers la cible de 4 % $\pm$ 1 %. De plus, la posture restrictive des autorités monétaires a été confortée par le dynamisme de l'économie et l'amélioration du marché du travail, avec un taux de chômage passant de 6,4 % au deuxième trimestre à 5,2 % au 3^{ème} trimestre 2022.

Pays et Région /Indicateurs	Taux d'inflation**	Taux de chômage***	Projection de croissance*
Zone Euro	9,9 %	6,6 %	2,6 %
États-Unis	8,2 %	3,5 %	2,3 %
République Dominicaine	8,63 %	5,2 % ****	5 %

*Projections octobre 2022 – Source : FMI | **Septembre 2022 – Sources : BLS, Eurostat, BCRD | ***Aout 2022 | ****3^{ème} trimestre 2022

Sur le marché international, les prix des produits de base, bien qu'ils aient enregistré une évolution à la baisse au quatrième trimestre 2022, restent toutefois supérieurs à leurs niveaux d'avant le conflit russo-ukrainien. De 154,71 en juin, l'indice FAO des prix des produits alimentaires s'est établi à 136,3 en septembre 2022, marquant un repli de 11,9 %. Parallèlement, les cours du pétrole ont régressé. Après avoir atteint 122,71 dollars ÉU en juin 2022, le prix du baril du *Brent* est passé à 89,76 dollars ÉU en septembre, alors que le *West Intermediate Index* (WTI) était vendu à 84,26 le baril, soit une baisse de 26,6 % par rapport au trimestre précédent¹.

¹ www.eia.gov



2.2. ÉCONOMIE HAÏTIENNE

SECTEUR RÉEL

L'enlisement de la crise socio-politique et sécuritaire a impacté négativement l'activité économique et s'est traduit par un affaiblissement de l'offre ainsi qu'une accélération de l'inflation. Les perturbations sociales enregistrées au cours du mois de septembre 2022 ont causé des dommages matériels importants au niveau de l'écosystème entrepreneurial. Parallèlement, le niveau élevé des prix des produits pétroliers sur le marché international en dépit de leur évolution à la baisse et l'indisponibilité prolongée de ces derniers sur le plan national se sont reflétées dans la structure de coût des entreprises à travers le renchérissement des autres intrants. De plus, cette conjoncture a contraint plusieurs entreprises à fermer leurs portes ou à fonctionner suivant un horaire réduit. Les activités de la branche « Restaurants et hôtels », fortement tributaires des arrivées de visiteurs durant l'été, ont également été affectées. Au niveau du secteur agricole, au-delà de la contre-performance de la campagne de printemps, la

persistance des blocages des circuits d'approvisionnement des marchés locaux a conduit à des pertes importantes en termes de production maraichère.

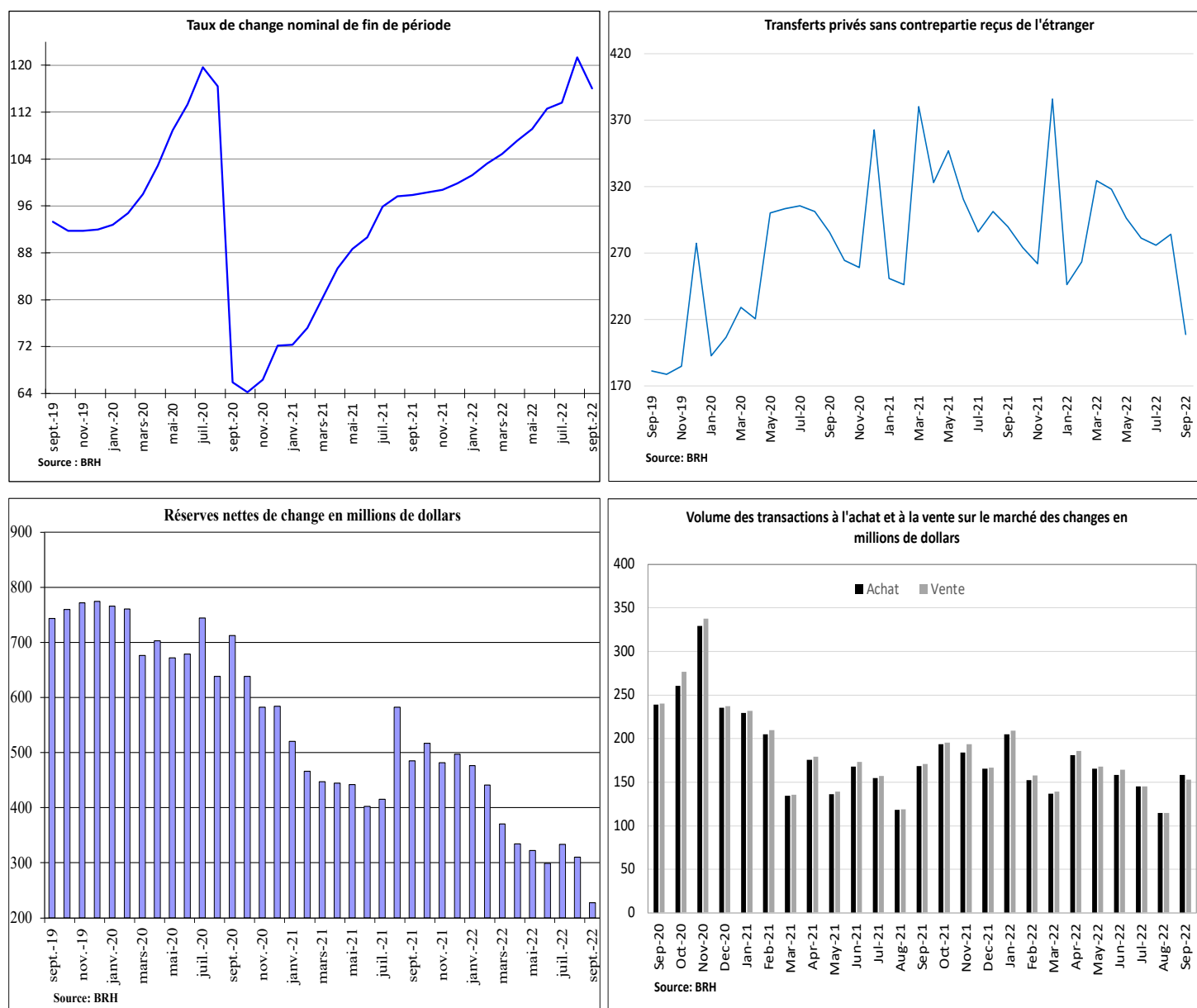
Cette situation qui a caractérisé la sphère réelle de l'économie au cours du 4^{ème} trimestre, a eu plusieurs conséquences dont une amplification des pressions inflationnistes, des pertes d'emplois formels notamment dans le secteur commercial et l'industrie textile ainsi qu'une augmentation de l'insécurité alimentaire. En effet, en glissement annuel, le taux d'inflation s'est accéléré de 150 points de base à 30,5 % en juillet 2022, reflétant notamment l'accroissement prononcé des prix des produits importés (+43,2 % contre 23,2 % pour les prix des produits locaux). Sur base mensuelle, l'inflation s'est établie à 3,2 % après 2,2 % en juin 2022. Selon la Coordination Nationale de la Sécurité Alimentaire (CNSA), cette évolution de l'inflation jointe à la faiblesse de l'offre locale et d'autres facteurs ont porté le nombre de personnes en insécurité alimentaire à 4,7 millions.

SECTEUR EXTERNE ET FINANCES PUBLIQUES

Les chiffres disponibles sur les échanges extérieurs témoignent d'une détérioration de la balance commerciale sur les onze premiers mois de l'exercice 2022 et d'une baisse des transferts privés sans contrepartie. En effet, tirées par l'augmentation de la demande pour les produits des secteurs de la sous-traitance (+16 %) et de la pêche (+32,5 %), les exportations ont crû de 15,03 % pour se porter à 1 172,7 millions de dollars ÉU. En parallèle, les importations de biens qui ont totalisé 4 523,32 millions de dollars ÉU sur la période, se sont accrues de 6,3 % en raison notamment de l'alourdissement de la facture des produits pétroliers, alimentaires et manufacturés. En effet, malgré la baisse du volume importé de ces produits (-16,4 %, -18,4 % et -26,6 %), leur valeur a enregistré des hausses respectives de 8,5 %, 12,3 % et 21 %. De l'évolution des exportations et des importations est ressorti un élargissement du déficit de la balance commerciale, lequel est passé de 3,23 milliards en 2021 à 3,35 milliards de dollars ÉU en 2022.

S'agissant des transferts privés sans contrepartie sur l'exercice 2021-2022, ils ont baissé de 5,5 % par rapport à la même période de l'an dernier pour atteindre 3 643,8 millions de dollars ÉU. Cette évolution des transferts s'explique notamment par la hausse de l'inflation dans les pays expéditeurs et son impact négatif sur le revenu disponible des ménages de la diaspora haïtienne. Elle est également liée, dans une moindre mesure, au fait qu'une partie des transferts, autrefois destinée à Haïti, est envoyée vers d'autres pays notamment la République dominicaine consécutivement à l'augmentation des mouvements migratoires dus à la dégradation des conditions de sécurité dans le pays. Au cours du trimestre sous étude, le repli de la principale composante de l'offre de devises a contribué à alimenter les tensions sur le marché des changes, lesquelles ont également subi les effets des anticipations négatives des agents économiques liées à la conjoncture socio-politique et sécuritaire. En effet, le taux de change de référence est passé de 112,62 gourdes en juin à 121,33 gourdes en août avant de revenir à 116,05

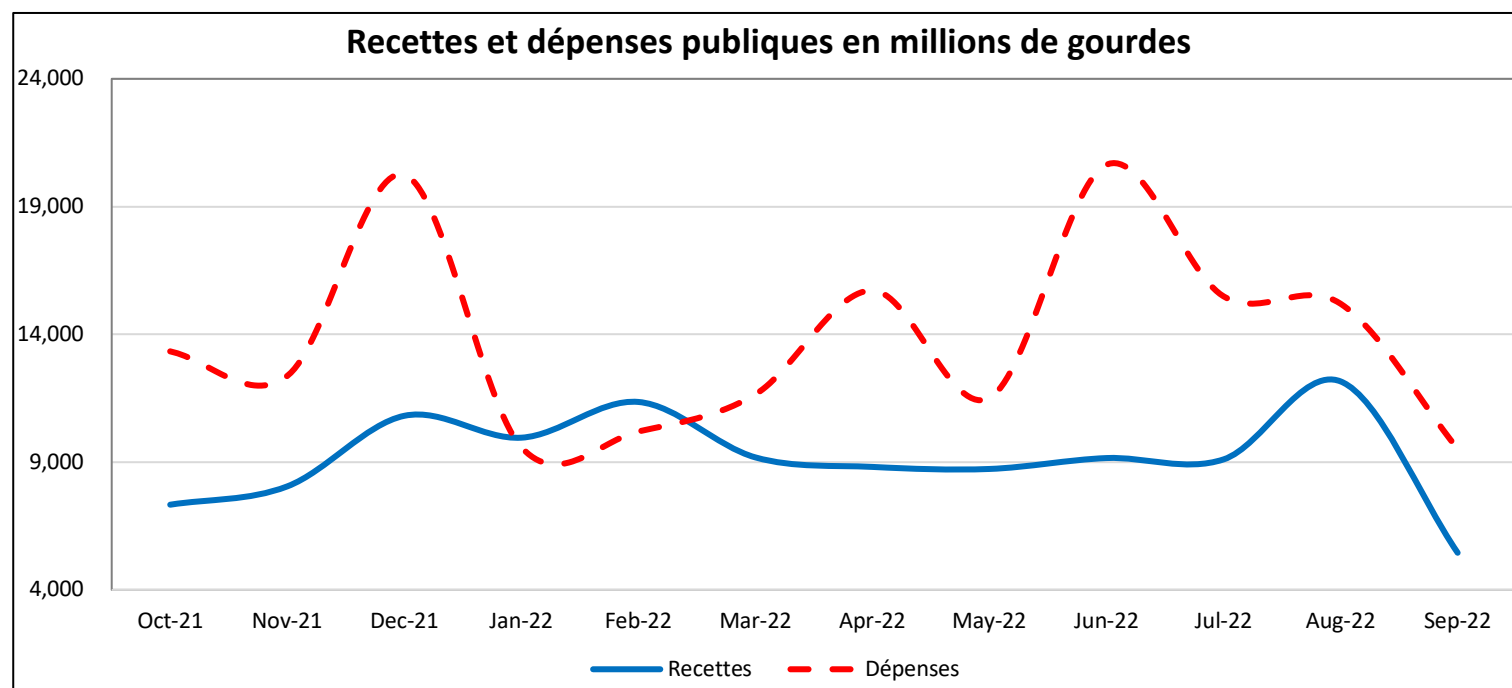
gourdes pour un dollar ÉU en septembre 2022. Ainsi, sur le quatrième trimestre 2022, une dépréciation de 3 % de la gourde a été enregistrée. En ce qui a trait aux réserves nettes de change, elles se sont établies à 227,23 millions de dollars au 30 septembre 2022, en baisse de 6,14 % par rapport au trimestre précédent. En dépit de ce recul, les réserves brutes continuent d'évoluer au-dessus du seuil de trois mois d'importations requis.



Sur le plan des finances publiques, l'analyse des données a fait ressortir une relative stagnation des recettes contre une baisse des dépenses budgétaires. Au fait, sous l'effet de la baisse de l'activité économique et des troubles socio-politiques qui ont affecté le fonctionnement régulier des organes de perception, les taxes et impôts collectés par l'État haïtien ont connu une progression trimestrielle de 0,05 % en passant de 26 702,25 MG à 26 716 MG. S'agissant des dépenses budgétaires, elles ont totalisé 41 903,14 MG au 4^{ème} trimestre contre 47 890,03 MG, un trimestre plus tôt.

Sur l'exercice, les recettes collectées n'ont pas pu atteindre les niveaux prévus dans le budget. Elles ont totalisé 110 107,1 MG, marquant une contre-performance de 8,3 % par rapport à la cible budgétaire (120 135,3 MG). Pour leur part, les dépenses budgétaires se sont accrues de 7,8 % par rapport à l'année 2021 pour atteindre 165 460,6 MG en dépit des mesures de rationalisation de ces dernières à travers l'annulation de la plupart des exonérations et l'arrêt de quelques programmes de subventions.

Malgré une croissance de 13,5 % en glissement annuel soutenue, en partie, par l'inflation et l'augmentation du taux de change, les recettes perçues sur l'exercice n'ont représenté que 37,5 % des ressources totales de l'État établies à 293 241,7 MG. Parmi les autres ressources utilisées par l'État, sont considérées les émissions nettes d'escompte de billets de trésorerie qui ont atteint 158 914,4 MG à la fin de l'exercice. En ce qui a trait aux décaissements effectués, ils ont totalisé 333 861,2 MG dont près de la moitié (49,6 %) renvoie aux dépenses budgétaires. Ainsi, l'analyse des opérations budgétaires et de trésorerie a permis de faire ressortir un déficit couvert essentiellement par des avances de la BRH à hauteur de 49 514,7 MG, soit 2 399,9 MG de plus que le niveau prévu dans le pacte de gouvernance économique et financière. Le financement obtenu des émissions des bons du trésor a été évalué à 6 743,4 MG sur l'exercice pour un encours total de 47 196 MG.



3. DÉCISIONS DE POLITIQUE MONÉTAIRE AU QUATRIÈME TRIMESTRE 2022

Au dernier trimestre de l'exercice fiscal 2022, les changements imprimés à la posture de la politique monétaire de la BRH ont visé l'atténuation des tensions sur le marché des changes et de leurs répercussions sur les prix. Ainsi, pour contrer la création monétaire qui alimente la demande de devises et préserver la valeur de la gourde, la Banque centrale a enclenché un resserrement des conditions monétaires à travers le relèvement de ses taux directeurs, l'augmentation des coefficients sur les passifs en devises étrangères et un renforcement de ses interventions sur le marché des changes. En effet, les taux d'intérêt sur les bons BRH à maturité de 7, 28 et 91 jours sont passés respectivement de 4 %, 6 % et 10 % à 6 %, 8 % et 11,5 %. Le taux de mise en pension de ce titre a été maintenu à 17 % alors que celui des bons du trésor a été revu à la hausse à 14 % contre 10,25 % précédemment. Par ailleurs, pour faciliter la poursuite des émissions de billets de trésorerie, l'encours des bons BRH a baissé, passant de 2 100 MG à 800 MG de juin à septembre 2022.

En outre, la BRH a relevé les coefficients sur les réserves obligatoires sur les passifs en dollars de 2 points de pourcentage à 53 % pour les banques commerciales et à 41,5 % pour les banques d'épargne et de logement (BEL), le mode de constitution de ces réserves étant gardé inchangé, soit 12,5 en gourdes et 87,5 % en monnaies étrangères. Cette révision des taux de réserves obligatoires sur les passifs en devise a permis à la BRH d'absorber un total de 793,3 millions de gourdes de liquidité excédentaire dans le système bancaire. S'agissant des taux de réserves obligatoires sur les passifs en gourdes, ils ont été maintenus inchangés par rapport à leur niveau de mars 2020, soit 40 % pour les banques commerciales et 28,5 % pour les banques d'épargne et de logement (BEL).

Les mesures d'assèchement de la liquidité excédentaire en gourdes prises par la BRH ont été également renforcées par ses interventions sur le marché des changes. Ainsi, pour soutenir l'offre de devises qui a subi les effets néfastes de l'affaiblissement des transferts privés sans contrepartie, les autorités monétaires ont vendu 115,85 millions de dollars ÉU sur le marché des changes entre juillet et septembre 2022. Ces interventions se sont soldées par une vente nette de 11,48 millions de dollars et la BRH a pu stériliser plus de 1,34 milliard de gourdes sur l'ensemble du trimestre sous revue. Par ailleurs, en vue de limiter la progression de la demande d'encaisses de précaution en devises, la Banque centrale a poursuivi ses émissions d'obligations BRH dont l'encours s'est chiffré à 5,58 milliards de gourdes en septembre 2022 contre 7,3 milliards de gourdes en juin 2022.

4. AGRÉGATS MONÉTAIRES AU QUATRIÈME TRIMESTRE 2022

Au 4^{ème} trimestre de l'exercice fiscal 2022, l'évolution des agrégats monétaires a été surtout marquée le comportement du financement monétaire. En effet, l'analyse des données au 30 septembre 2022, fait état une accélération de la croissance de la monnaie centrale (tant au sens strict que restreint) à la fois en rythme trimestriel qu'en glissement annuel. La base monétaire au sens restreint s'est accrue de 7,81 % sur base trimestrielle, soit 4,81 % de plus qu'en juin 2022. Sur un an, elle a enregistré une progression de 23,1 %. Du côté des sources, cette évolution sur le trimestre sous étude a tiré son origine essentiellement dans la croissance de 6,24 % des créances de la BRH sur l'État sachant que les avoirs extérieurs nets (en dollars) ont baissé de 2 %. L'analyse du passif de la base monétaire montre que ce mouvement à la hausse a reflété notamment de l'augmentation conjuguée de la monnaie en circulation (+11,9 %) et des dépôts des banques à la BRH (+5,02 %).

Affichant la même tendance que la monnaie centrale au sens strict, la base monétaire au sens large, a crû de 6 % par rapport à juin 2022 contre 20,3 en glissement annuel. Cet accroissement traduit l'accélération de la croissance de la valeur en gourdes des dépôts en devises des banques commerciales à la BRH à 5,14 %, laquelle a reflété essentiellement un effet-change, car évalués en dollars, ces dépôts ont chuté de 4,39 %. En ce qui a trait à l'actif du bilan de la Banque centrale, son évolution a subi l'effet de l'augmentation des créances nettes sur le gouvernement au cours trimestre sous étude (+7,7 %, soit 1,1 points de pourcentage de plus qu'au trimestre précédent).

Les données au 31 juillet 2022 montrent une progression de toutes les composantes de la masse monétaire. L'agrégat M3 a enregistré une hausse de 17,1 % par rapport à septembre 2021 contre 13 % au cours de la même période de l'exercice précédent. Le rythme de croissance des dépôts totaux en gourdes du système est resté relativement stable, ces derniers ayant affiché un taux de 20,1 % contre 20 % précédemment. En ce qui a trait aux dépôts en dollars convertis en gourdes, ils ont connu une évolution similaire, accusant un taux de croissance de 16 % contre 53,6 % au cours de la même période en 2021. Pris en volume, ils sont en repli de 3,5 %. Cette baisse des dépôts en dollars exprimés en gourdes a atténué le processus de dollarisation des dépôts du système bancaire dont le ratio a augmenté de 0,82 points de pourcentage pour s'établir à 63,04 %.

Du côté de l'actif, les avoirs extérieurs nets du système bancaire libellés en gourdes ont augmenté de 2,7 % par rapport à septembre 2021. Toutefois, pris en devises, ils ont chuté de 4,68 %. Parallèlement, les créances nettes du système bancaire sur le secteur public ont augmenté de 31,3 % contre 33,7 % auparavant. Quant aux créances nettes sur le secteur privé, elles ont crû de 13,7 % sur la période, une évolution particulièrement imputable à l'effet change. En effet, les crédits en gourdes ont baissé de 0,7 % alors que ceux en devises, exprimés en dollars ont reculé de 3,5 %, témoignant entre autres de l'attentisme des agents économiques face à la dégradation du climat des affaires.

5. RÉSULTATS ET INDICATEURS DE PERFORMANCE DU SECTEUR FINANCIER

5.1. SYSTÈME BANCAIRE

L'analyse des données au 31 juillet 2022 a fait ressortir une amélioration du produit net bancaire et une légère chute de la rentabilité du système en termes cumulés. Du côté des emplois, l'actif du système s'est établi à 590,8 milliards de gourdes contre 520,3 milliards de gourdes au 30 septembre 2021, soit une hausse de 13,6 %. Cette performance de l'actif a été supportée par une hausse combinée des postes « avoirs à la BRH » (+15 %), « avoirs dans les banques locales » (+82 %) et « bons du trésor » (+ 43 %).

S'agissant des ressources, les dépôts totaux du système ont crû de 14 %, atteignant 485 milliards de gourdes au 31 juillet 2022 contre 423,8 milliards au 30 septembre 2021. Cette progression des dépôts, en glissement annuel, est imputable à l'augmentation de toutes les composantes dont les dépôts à vue (+13 %), les dépôts d'épargne (+18 %) et les dépôts à terme (+13 %). Conséquemment, le ratio « prêts bruts / dépôts totaux », lequel mesure le niveau d'intermédiation bancaire, a légèrement reculé passant de 33 % au 30 septembre 2021 à 31 % au mois de juillet 2022, soit une baisse de 2 points de pourcentage.

Pour sa part, le produit net bancaire (PNB) s'est établi à 26,4 milliards de gourdes sur une base cumulée, soit une progression de 18,5 % par rapport à la même période de l'exercice précédent. Cette bonne posture du PNB est soutenue principalement par une hausse de 14 % des revenus d'intérêt, de 28 % des commissions et de 31 % des gains sur change. Cette bonne performance du PNB vis-à-vis des dépenses d'exploitation, qui ont atteint 15,7 milliards de gourdes, a permis au système bancaire de dégager un bénéfice net d'environ 7,6 milliards de gourdes au 31 juillet 2022 contre 6,9 milliards de gourdes au cours de la même période de l'année précédente, ce qui correspond à une hausse d'environ 12 %.

L'analyse des données relatives à la structure financière du système bancaire a montré une évolution mitigée de celle-ci. D'un côté, les « Avoirs des actionnaires en pourcentage de l'actif » s'est inscrit à 7,48 % au mois de juillet 2022 contre 7,70 % au 30 septembre 2021, soit un recul de 22 points de base. D'un autre côté, les « dépôts en pourcentage de l'actif » ont atteint 82,10 % au mois de juillet 2022 contre 81,47 % au mois de septembre 2021.

Sur les 10 premiers mois de l'exercice sous étude, une détérioration de la qualité de l'actif a été constatée. En effet, au 31 juillet 2022, le ratio « prêts improductifs bruts en pourcentage des prêts bruts » s'est établi à 8,74 % contre 5,61 % au terme de l'exercice 2020-2021. Parallèlement, les provisions pour créances douteuses en pourcentage des prêts improductifs bruts ont fortement chuté, passant de 103,11 % au 30 septembre 2021 à 71,40 % au 31 juillet 2022, soit une détérioration de la couverture du système bancaire par rapport aux risques de défaut de paiements

des débiteurs du système. Ceci s'explique par les demandes de moratoire et de restructuration formulées par les débiteurs du système dont la situation de trésorerie a été affectée par l'accentuation de la dégradation du climat des affaires résultant de la crise socio-politique et économique. Ainsi, les banques ont été autorisées, de façon spéciale, à appliquer un taux de provisionnement moindre.

Du côté de la rentabilité du système, les données collectées au 31 juillet 2022 indiquent un repli du rendement de l'actif (ROA) sur une base cumulée. Ce ratio s'est fixé à 1,66 % contre 1,88 % au cours de la même période de l'exercice précédent, soit une baisse de 22 points de base. Le comportement des fonds propres (ROE) a traduit également une chute au niveau de la rentabilité bancaire, avec un taux de 21,91 % au 31 juillet 2022 contre 21,26 % à la même période de l'année 2021.

Les indicateurs de dollarisation ont évolué à la baisse. En effet, au 31 juillet 2022, le ratio « dépôts en devises converties en pourcentage des dépôts totaux » est passé à 65,68 % en juillet 2022 contre 66,14 % au 30 septembre 2021. De même, le niveau de dollarisation du crédit traduit par le ratio « portefeuille de prêts nets en devises converties en pourcentage des prêts nets totaux » a reculé. Ce ratio, qui s'était fixé à 44,95 % au 30 septembre 2021, a atteint 44,29 % au mois de juillet 2022.

En ce qui concerne les taux d'intérêt sur les opérations en gourdes, ils ont évolué à la baisse. Les taux de rémunération sur les prêts se sont établis en moyenne à 14,83 % au quatrième trimestre de l'exercice 2021-22 contre 16,58 % au dernier trimestre de l'exercice précédent. Pour les dépôts à terme (DAT), les taux d'intérêt moyens ont également baissé, passant à 2,58 % contre 3,58 % au terme de l'exercice antérieur. Ainsi, le taux d'intermédiation au cours du dernier trimestre de l'exercice a enregistré un repli de 75 points de base pour se chiffrer à 12,25 %.

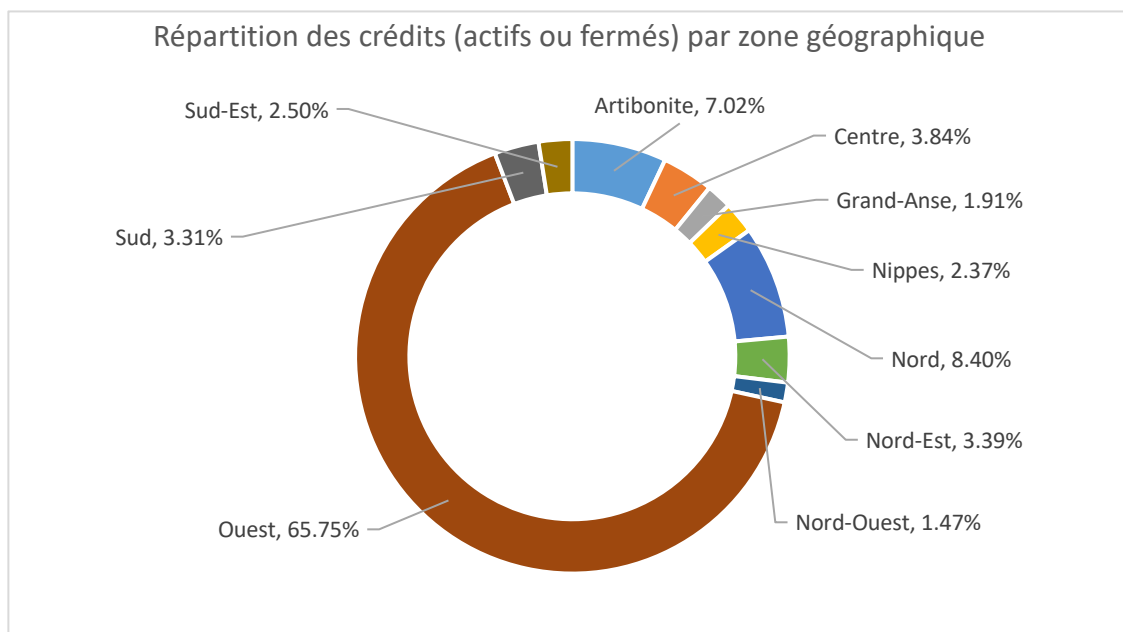
S'agissant des opérations en dollars, les taux d'intérêt sur les prêts en devises se sont établis à 10,92 % au 4^{ème} trimestre 2021-22 contre 11,63 % au terme de l'exercice précédent, soit une baisse de 71 points de base. Par contre, les taux de rémunération sur les DAT en devises ont augmenté, passant de 0,87 % au dernier trimestre 2021-22 à 1,84 % au 4^{ème} trimestre de l'exercice sous étude, ce qui correspond à une hausse de 97 points de base. Cela a résulté en une régression de la marge d'intermédiation financière laquelle a atteint 9,08 % au quatrième trimestre 2022 contre 10,76 % au cours de la même période de l'exercice antérieur.

Ratios clés du système bancaire	Au 31 mai 2022	Au 31 juillet 2022
Ratios de rendement des prêts bancaires		
Provisions pour créances douteuses en pourcentage des prêts improductifs	77,84%	74,56 %
Prêts improductifs en pourcentage des prêts bruts	7,82 %	8,26 %
Prêts improductifs nets en % de l'avoir des actionnaires (taux d'exposition des fonds propres)	5,93 %	7,38%
Ratios de rentabilité bancaire	Oct. 2020 – juil. 2021	Oct. 2021- Juil. 2022
Rendement des prêts productifs	10,38 %	10,30 %
ROA	1,87 %	1,63%
ROE	21,88 %	21,74 %
Niveau de Dollarisation du système	Au 31 mai 2022	Au 31 juillet 2022
Dépôts en devises converties en pourcentage des dépôts totaux	66,3 %	67 %
Portefeuille de prêts nets en devises converties en pourcentage des prêts nets totaux	48 %	50,3 %

RÉPARTITION DU CRÉDIT PAR CATÉGORIE, GENRE ET RÉGION GÉOGRAPHIQUE

Selon les données transmises au Bureau d'information sur le crédit (BIC) au 30 juin 2022, les institutions financières (bancaires et non-bancaires) ont accordé 70,31 % de leur portefeuille de prêts aux entreprises (personnes morales) qui représentent 2,79 % du total des débiteurs. Considérant les devises dans lesquelles ces prêts sont libellés, 28,5 % de ces entreprises ont eu des crédits en dollars équivalant à 1,47 milliard de dollars (170,16 milliards de gourdes). Les statistiques de crédit octroyé aux personnes physiques ont montré que le nombre de prêts accordés aux femmes est passé de 59 015 en mars à 60 965 en juin 2022, soit 36,05 % du total. Malgré cette augmentation du nombre de prêts, la part du portefeuille de crédit allouée aux femmes a reculé 61 points de base pour s'établir 31 % en juin 2022.

L'analyse des crédits sur le plan géographique a permis de faire ressortir que les départements de l'Ouest (65,75 %) du Nord (8,40 %) et de l'Artibonite (7,02 %) continuent de bénéficier de la plus grande part du nombre des prêts avec un poids relatif cumulé de 81,17 % contre 81,36 % un trimestre plus tôt.



6. PERSPECTIVES

Les perspectives à court terme pour l'économie haïtienne seront tributaires d'un ensemble de facteurs dont l'évolution de la situation sécuritaire et socio-politique, la disponibilité de produits pétroliers et la baisse de l'inflation chez les principaux partenaires commerciaux. Au niveau interne, l'atténuation des troubles socio-politiques et l'amélioration des conditions de sécurité permettront un meilleur fonctionnement de l'activité économique. De façon globale, ceci devrait avoir des incidences positives sur la confiance des agents économiques, une condition sine qua non dans le rétablissement d'un climat des affaires propice aux investissements et aux initiatives privées. De même, une telle situation pourrait contribuer à l'élimination des goulots d'étranglement au niveau des chaînes d'approvisionnement qui affectent l'offre et conséquemment les prix dans l'économie. Sur le plan externe, le ralentissement du rythme de progression de l'inflation chez les partenaires commerciaux d'Haïti devrait aider à réduire la facture d'importations du pays et limiter les pressions inflationnistes provenant des produits importés. Parallèlement, la désinflation combinée à une croissance plus prononcée de ces économies est source d'amélioration du revenu disponible des migrants haïtiens et conséquemment, des transferts privés sans contrepartie.

La non matérialisation de ces aspects ainsi que d'autres s'accompagnerait de la poursuite de la baisse de l'activité économique, l'amplification des pressions inflationnistes et des tensions sur le marché des changes. La BRH

demeurera, comme par le passé, proactive et modulera sa politique monétaire par rapport aux développements de la conjoncture.